



ACCORD D'ENTREPRISE RELATIF A L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL DES DIRECTIONS SUPPORT

Entre les soussignés,

La Caisse d'Epargne **Nord France Europe**, dont le siège social est situé
135, Pont de Flandres - 59031 Lille Cedex
Représentée par Madame **Christine GOEURY**, Membre du Directoire en charge du pôle Ressources,

Et

La Caisse d'Epargne **Picardie**, dont le siège social est situé
8 rue Vadé – 80064 Amiens cedex 9
Représentée par Monsieur **Jean-Pierre TAMIGI**, Membre du Directoire en charge du pôle Ressources,

D'une part

Et

Les organisations syndicales représentatives suivantes :

Le syndicat **CFDT**, représenté par :
FORTIER Michel, délégué syndical Caisse d'Epargne Nord France Europe

et par
Amie FRION, délégué syndical Caisse d'Epargne Picardie

Le syndicat **CFTC**, représenté par :
SERVAIS Valéry, délégué syndical Caisse d'Epargne Nord France Europe

Le syndicat **SNE-CGC**, représenté par :
LECLERCQ Laurent, délégué syndical Caisse d'Epargne Nord France Europe

Le syndicat **FO**, représenté par :
DUMONT BRUNO, délégué syndical Caisse d'Epargne Picardie

Le syndicat **SU-UNSA**, représenté par :
_____, délégué syndical Caisse d'Epargne Nord France Europe

et par
_____, délégué syndical Caisse d'Epargne Picardie

Le syndicat **SUD**, représenté par :
_____, délégué syndical Caisse d'Epargne Nord France Europe

D'autre part,

AFZ
VC MF [Signature] AS
LL

Il a été préalablement exposé :

PREAMBULE

Dans le cadre de la construction de la Caisse d'Epargne Hauts de France, les parties conviennent d'harmoniser les dispositions des deux caisses en matière d'organisation du temps de travail pour construire un cadre commun et lisible par l'ensemble des salariés, tout en donnant à l'entreprise les moyens de son développement.

Les dispositions du présent accord ayant pour objet de définir le cadre relatif à l'organisation du temps de travail au sein de la nouvelle Caisse d'Epargne Hauts de France, les dites dispositions se substituent à la date d'entrée en vigueur du présent accord aux règles portant sur ces thèmes nés, d'accords (énumérés en annexe 1) ou d'usages, au sein de la Caisse d'Epargne Nord France Europe et de la Caisse d'Epargne Picardie.

Ces dispositions sont complémentaires à celles fixées par l'accord d'entreprise relatif à la durée et l'aménagement du temps de travail.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

Le présent accord s'applique aux salariés de la Caisse d'Epargne Hauts de France relevant du périmètre des fonctions support.

ARTICLE 2 : PRINCIPES D'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL DES SALARIES DES DIRECTIONS SUPPORT

L'activité des directions support est organisée sur 5 jours du lundi au vendredi. Néanmoins, pour garantir aux agences des prestations indispensables à leur fonctionnement, certaines activités peuvent être organisées du mardi au samedi (matin).

L'organisation du travail par relais constitue également un des modes de fonctionnement permettant d'assurer la continuité des services tant auprès de la clientèle que des différentes directions de l'entreprise.

L'organisation des horaires de travail s'effectue en tenant compte :

- de l'horaire d'ouverture et de fermeture des agences
- d'une plage de présence commune à tous les collaborateurs de l'unité de travail, afin de conserver un management équilibré, l'esprit d'équipe, ainsi que des temps de réunion nécessaires au bon fonctionnement de l'unité
- de permanences nécessaires au bon fonctionnement des agences.

L'amplitude journalière maximale des horaires de travail est fixée de 7 heures 30 minutes à 19 heures. Les plages variables et fixes sont précisées par l'accord d'entreprise relatif aux horaires variables.

Toutefois, les directions support, de par la nature de leurs activités, ont des variations de charge de travail liées à la saisonnalité et ou à des opérations exceptionnelles.

Pour faire face à ces accroissements temporaires d'activité, les directions support peuvent, pour une durée limitée à 12 semaines maximum au cours d'une période de douze mois en une ou plusieurs fois, organiser le temps de travail de leurs salariés sur 5 jours dans la limite de 44 heures par semaine.

Les directions informent leurs collaborateurs au moins 15 jours avant la période concernée. Les récupérations se font sous forme de jours ou demi-journées de repos, dans un délai de trois mois glissant.

ARTICLE 3 : DUREE DE L'ACCORD – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée, à compter du 1^{er} mai 2017, à condition qu'il soit valablement conclu en application des dispositions légales au sein de chacune des Caisses signataires, et valablement déposé, ceci au plus tard à la date du 30 décembre 2016.

MF VS ARZ
2
AD

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE REVISION ET DE DENONCIATION

ARTICLE 4.1 : CONDITIONS DE REVISION

Les dispositions du présent accord pourront faire l'objet à tout moment de demandes de révision sous forme de lettre recommandée avec avis de réception et moyennant un préavis de trois mois.

La demande de révision doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en main propre contre décharge, à l'ensemble des parties signataires et adhérentes.

La demande de révision n'est recevable qu'à échéance d'une période d'observation d'un an courant à compter de la date de signature du présent accord, et doit être accompagnée d'indications précises sur les changements souhaités.

Ce délai d'un an peut être réduit d'un commun accord dans le cas où les parties souhaitent réviser le même article et y apporter les mêmes ajouts, suppressions ou modifications. Ce délai ne sera par ailleurs pas opposable en cas de modification des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles ayant une incidence directe ou indirecte sur le présent avenant.

Toutes les organisations représentatives dans l'entreprise seront convoquées à la négociation de l'avenant de révision, dans un délai maximum de deux mois suivant la demande de révision.

Les parties mettront tout en œuvre pour faire aboutir les négociations dans un délai de 6 mois à compter de la première réunion.

En cas d'absence d'accord passé ce délai, les négociations prendront fin et conduiront à poursuivre l'application du présent avenant dans les mêmes conditions, sauf souhait de l'une des parties de procéder à la dénonciation de l'accord dans les conditions ci-dessous précisées, et ce, conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 4.2 : CONDITIONS DE DENONCIATION

Indépendamment de la procédure de révision énoncée ci-dessus, toutes les dispositions du présent accord sont convenues pour une durée indéterminée, et peuvent à ce titre être dénoncées à tout moment par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous forme de lettre recommandée avec avis de réception et moyennant un préavis de trois mois.

Conformément à l'article L.2222-6 du code du travail, l'accord dénoncé continuera de produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord qui lui est substitué, ou à défaut pendant une durée de un an à compter de la date d'effet de la dénonciation.

ARTICLE 5 : PUBLICITE

Le présent accord est déposé à la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi dans les quinze jours qui suivent sa signature ainsi qu'au secrétariat du greffe de conseil de prud'hommes du siège de la Caisse d'Epargne Nord France Europe et du siège de la Caisse d'Epargne Picardie.

Le présent accord sera porté à la connaissance du personnel par le biais de l'outil intranet. Un exemplaire sera remis à chaque membre du personnel qui n'y a pas accès et qui en fera la demande auprès de la Direction des Ressources Humaines.

MF VS AFE 3 AD

Fait à Amiens et à Lille, en 20 exemplaires
Le 16 décembre 2016,

Pour la Direction de la CENFE






Madame Christine GOEURY
Membre du Directoire
en charge du pôle Ressources





Pour la Direction de la CEP

Monsieur Jean-Pierre TAMIGI
Membre du Directoire
en charge du pôle Ressources



Pour les Organisations Syndicales Représentatives de la CENFE et de la CEP


	Nom, Prénom du Signataire	Signature
CFDT (CENFE)	M. FORTEZ Michel Délégué Syndical	
CFDT (CEP)	M. ALAIN FRION LEVEQUE Délégué Syndical	
CFTC (CENFE)	M. SERVANT Valéry Délégué Syndical	
FO (CEP)	M. DUDONT ARNAUD Délégué Syndical	
SNE - CGC (CENFE)	M. LECLEAUX Laurent Délégué Syndical	
SU - UNSA (CENFE)	M. Délégué Syndical	
SU - UNSA (CEP)	M. Délégué Syndical	
SUD (CENFE)	M. Délégué Syndical	

NF    

ANNEXE 1
ACCORD SUR L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL DES
DIRECTIONS SUPPORT
LISTE DES ACCORDS DE LA CAISSE D'EPARGNE NORD FRANCE
EUROPE ET PICARDIE SUBSTITUES

A compter du 1^{er} mai 2017, le présent accord se substitue aux dispositions des accords suivants :

- Accord d'entreprise de la Caisse d'Epargne Nord France Europe du 8 novembre 2007 relatif à l'organisation du temps de travail des directions fonctionnelles et administratives
- Accord d'entreprise de la Caisse d'Epargne Nord France Europe du 8 novembre 2007 relatif aux horaires variables
- Accord d'entreprise de la Caisse d'Epargne Picardie du 15 janvier 2010 relatif à l'aménagement et à l'organisation du temps de travail

NF  S. AFZ
US 5 AD
CC

